

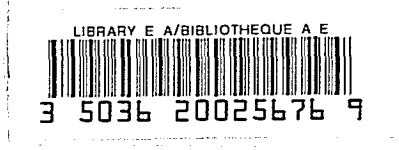


Le Sommet du progrès de Stockholm

Les 22 et 23 février 2002

Cahier d'information

Canada



Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

DOCS
CA1 EA 2002S76 EXF
Stockholm Progressive Summit (20
: Stockholm, Sweden)
Stockholm Progressive Summit
February 22-23, 2002 : backgroun
information. --
64659211

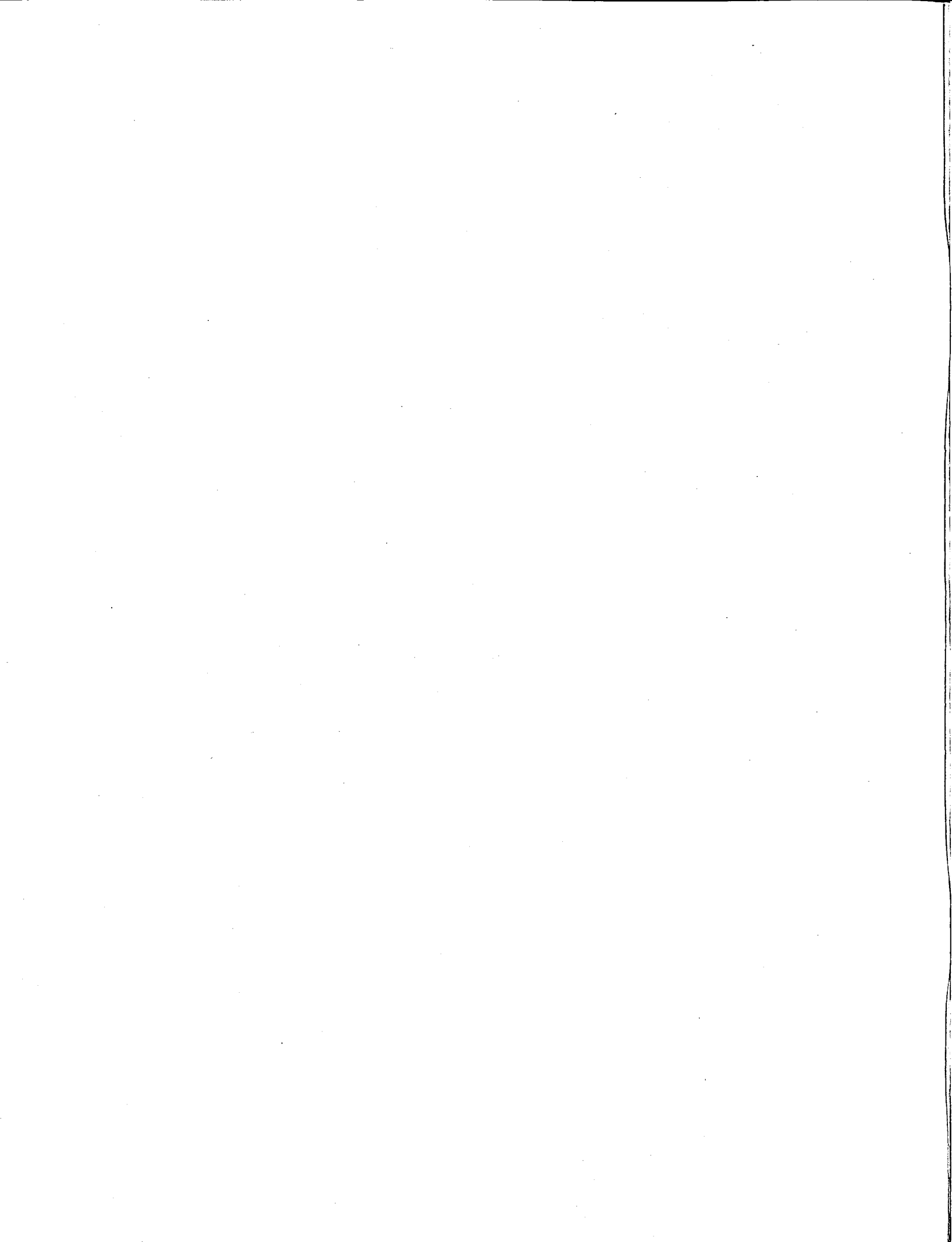
Table des matières

Renseignements généraux

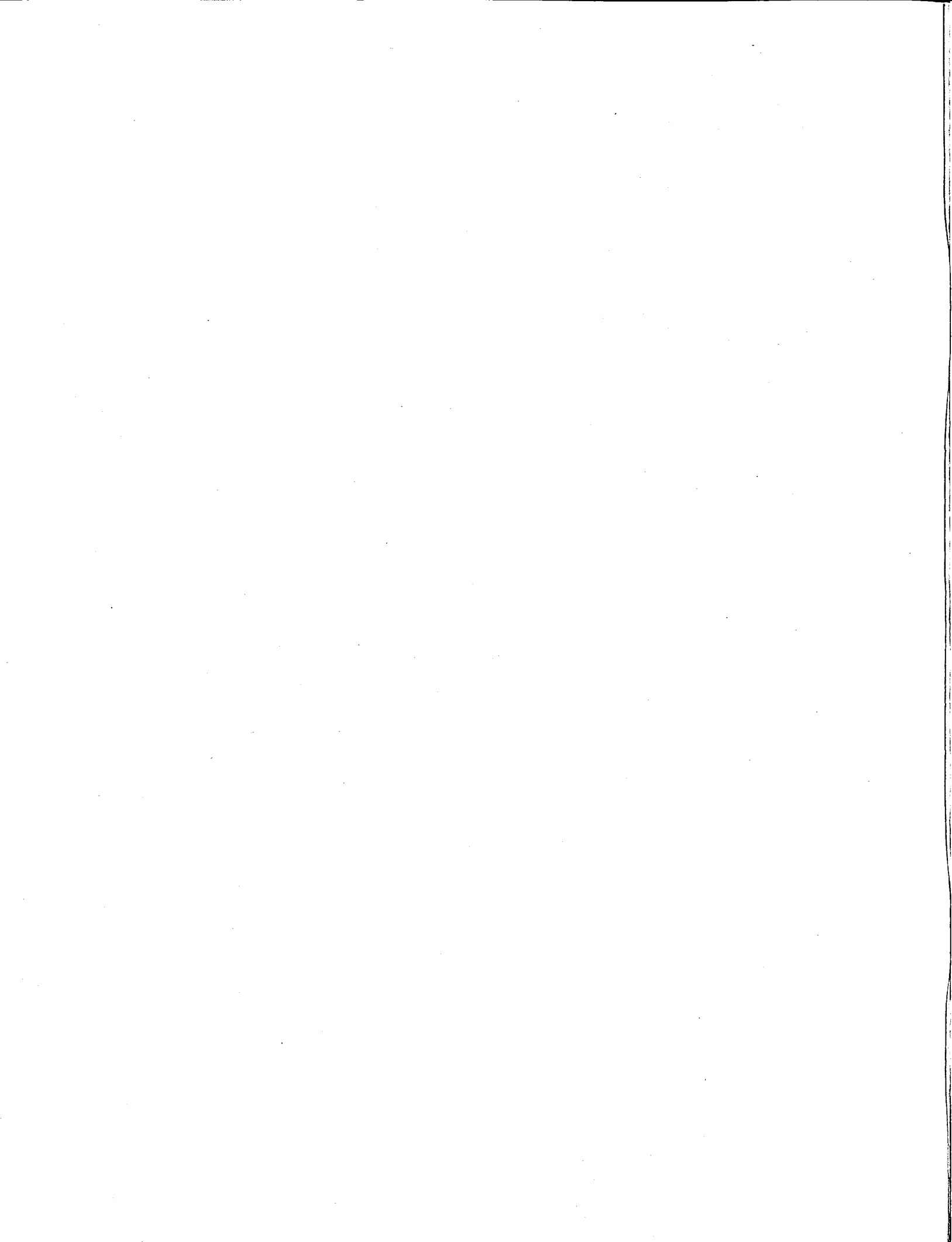
- Le Sommet du progrès de Stockholm 7
- Les participants au Sommet du progrès de Stockholm 9
- Les relations entre le Canada et la Suède 10
- Suède (fiche technique) 13

Notices biographiques

- Le premier ministre de la Suède, M. Göran Persson 17
- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 18



Renseignements généraux



Le Sommet du progrès de Stockholm

Les origines de la gouvernance de progrès

La philosophie de la gouvernance de progrès, ou philosophie de la troisième voie, est souvent définie par ce qu'elle n'est pas : ni socialisme traditionnel ni conservatisme traditionnel. Elle tente en fait de concilier la croissance économique tirée par le marché et l'égalité des chances pour tous. En d'autres mots, elle préconise une économie de marché, mais non une société de marché.

Les premiers tenants de la gouvernance de progrès soutenaient que les politiques socioéconomiques traditionnelles d'après-guerre devaient être transformées afin de préparer les gens aux défis de la mondialisation. L'enjeu consistait à faire en sorte que les gouvernements montrent de la compassion aussi bien qu'un sens aigu des réalités, à une époque où, à l'intérieur des pays comme sur la scène internationale, s'exerçaient des pressions entraînant une réduction des dépenses relatives aux programmes sociaux et forçant le marché du travail à une plus grande souplesse.

Les partisans de la troisième voie maintenaient que les gouvernements devaient adopter des mécanismes qui favorisent l'initiative et la responsabilité individuelles. On se servirait des ressources publiques pour aider les gens à faire face aux exigences nouvelles, en investissant dans le capital social et humain tout en continuant de protéger ceux qui ne pourraient s'adapter. L'assistance sociale ne serait pas abolie, mais modifiée de façon à aller de pair avec le recyclage et l'expérience de travail, en vue d'encourager l'initiative, la créativité et la volonté de relever de nouveaux défis. Le dilemme classique, opposant l'augmentation des services gouvernementaux et les baisses d'impôt, serait résolu par une utilisation plus efficiente et mieux ciblée des recettes fiscales.

On dit de la philosophie de la troisième voie qu'elle repose sur trois piliers : l'idée selon laquelle le gouvernement doit promouvoir l'égalité des chances pour tous sans accorder de privilège particulier à qui que ce soit; l'éthique de la responsabilité mutuelle, qui rejette à la fois la politique des grands programmes sociaux et la politique de l'abandon social; et une nouvelle manière de gouverner qui procure aux citoyens des moyens de se prendre en charge.

La notion de la troisième voie est associée le plus étroitement à l'ancien président des États-Unis, M. Bill Clinton, et au premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair, qui ont amorcé en 1997 un dialogue sans caractère officiel sur les méthodes de gouvernance modernes (que l'on a baptisées la « Troisième Voie »). En avril 1999, ces discussions informelles ont été étendues aux dirigeants de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Italie, conviés à une rencontre à Washington. Une réunion tenue à Florence en novembre 1999 incluait en outre la France et le Brésil.

La rencontre suivante s'est déroulée à Berlin en juin 2000. Y ont participé les dirigeants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, des États-Unis, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suède. Le communiqué issu de cette rencontre résumait les discussions au sujet de la nouvelle économie, de la modernisation du gouvernement et du rôle de la société civile. Il faisait aussi état de leur volonté de poursuivre les échanges de vues sur les valeurs qu'ils partagent et sur les pratiques exemplaires en matière de gouvernance de progrès.

À la réunion de Berlin, le premier ministre, M. Jean Chrétien, a présenté un document intitulé *La voie canadienne*. Il décrit la manière dont le Canada relève les défis de la gouvernance moderne suivant un modèle proprement canadien, lequel traduit ses valeurs et mise sur ses atouts, son histoire et sa culture.

La situation actuelle

Beaucoup de choses ont changé depuis que les dirigeants se sont réunis à Berlin en juin 2000, puis brièvement à New York en septembre de la même année. L'expression « troisième voie » a été remplacée par « gouvernance de progrès », et les dirigeants forment le réseau de la gouvernance de progrès. La composition du réseau s'est modifiée : ce dernier inclut maintenant l'Afrique du Sud, l'Allemagne, le Brésil, le Canada, le Chili, la Corée du Sud, la France, la Grèce, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

La rencontre des dirigeants à Berlin avait été immédiatement précédée par une conférence d'experts de chacun des pays participants. En prévision du sommet des dirigeants qui devait avoir lieu les 14 et 15 septembre 2001 — remis en raison des événements du 11 septembre —, une réunion d'experts avait eu lieu à Stockholm en juin 2001. On y avait examiné des documents décrivant les « pratiques exemplaires » de chaque pays dans sept domaines : assistance sociale active, soins de santé, multiculturalisme, développement durable, prévention du crime lié à la drogue, fossé numérique et renforcement du pacte social international.

Les participants au Sommet du progrès de Stockholm

Le président de l'Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki

Le chancelier de l'Allemagne, M. Gerhard Schröder

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

Le président du Chili, M. Ricardo Lagos

Le premier ministre de la France, M. Lionel Jospin

Le premier ministre de la Grèce, M. Costas Simitis

La première ministre de la Nouvelle-Zélande, M^{me} Helen Clark

Le premier ministre des Pays-Bas, M. Willem (Wim) Kok

Le président de la Pologne, M. Aleksander Kwasniewski

Le premier ministre du Portugal, M. António Guterres

Le premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair

Le premier ministre de la Suède, M. Göran Persson

Les relations entre le Canada et la Suède

- Les relations entre le Canada et la Suède sont positives, constructives et, pour l'essentiel, exemptes de frictions. Les deux pays ont pris des engagements similaires en faveur de la réforme de l'ONU, du maintien de la paix, de l'aide au développement, de l'assainissement de l'environnement, du développement de la démocratie, des droits de la personne et du nouveau programme d'action pour la sécurité humaine et la prévention des conflits.
- Dans la foulée de leur collaboration fructueuse au sujet du traité d'interdiction des mines terrestres antipersonnel, le Canada et la Suède, de concert avec un certain nombre d'autres pays, étudient le problème de la fabrication et du commerce des armes légères.
- En septembre 2000, le ministre suédois de la Coopération pour le développement, des Migrations et de la Politique sur l'asile a prononcé une allocution à la Conférence de Winnipeg sur les enfants touchés par la guerre. En mars 2001, la ministre canadienne de la Coopération internationale a pris la parole au séminaire de l'Union européenne sur les enfants touchés par les conflits armés et les déplacements forcés, qui a eu lieu à Stockholm.
- Le Canada et la Suède travaillent en étroite collaboration au Conseil de l'Arctique, où sont réunis plusieurs pays et organisations qui s'occupent de questions comme le développement durable ainsi que la surveillance et la préservation de l'environnement dans la région circumpolaire.
- Au recensement de 1996, les Canadiens ayant déclaré qu'ils étaient entièrement ou partiellement d'origine ethnique suédoise constituaient 1 p. 100 de la population.

Commerce et investissement

- Le volume des échanges commerciaux entre le Canada et la Suède est en croissance. Les exportations du Canada vers la Suède se sont élevées à 372 millions de dollars en 2000. Elles se composaient principalement de minerai de zinc et de plomb, de machines (électriques et autres), de bois, de pièces d'avion et de vaisseau spatial, de poissons et fruits de mer, de véhicules, d'outils et de coutellerie, et d'instruments médicaux. Pendant la même période, les exportations de la Suède vers le Canada ont totalisé près de 1,4 milliard de dollars. Elles se composaient surtout de machines (électriques et autres), de produits pharmaceutiques, de véhicules, de fer et d'acier, d'instruments médicaux, d'outils et de coutellerie, de meubles, de literie et de plastique.

- En 2000, l'investissement direct de la Suède au Canada s'est chiffré à près de 2,31 milliards de dollars, ce qui a placé ce pays au septième rang pour l'Europe et au dixième rang pour l'ensemble du monde à ce chapitre. Cela représente en outre une hausse de plus de 250 p. 100 en dix ans. L'investissement de la Suède au Canada se fait principalement dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, des télécommunications, des machines et des transports.
- L'investissement direct du Canada en Suède a franchi pour la première fois la barre du milliard de dollars en 2000, alors qu'il était de 27 millions seulement en 1990. Cela constitue la croissance la plus élevée des investissements canadiens dans un pays européen.
- En juin 2001, le premier ministre du Canada, le ministre du Commerce international et le ministre des Affaires étrangères se sont rendus à Stockholm afin de participer au Sommet Canada-Union européenne. Ils ont profité de cette occasion pour établir des contacts d'affaires clés et pour favoriser les intérêts commerciaux du Canada en Suède.
- Ces dernières années, les deux pays ont renforcé leurs relations au chapitre du commerce et de l'investissement, grâce à des rencontres entre ministres et hauts fonctionnaires, organisées par l'intermédiaire de l'Association des gens d'affaires Canada-Suède.
- L'Association des gens d'affaires Canada-Suède a été créée en octobre 1994 dans le but de promouvoir le commerce et l'investissement entre les deux pays. Cette organisation, qui ne comptait que trois membres à ses débuts, n'a cessé de prendre de l'expansion : elle regroupe aujourd'hui plus de 200 membres, dont 125 en Suède et près de 80 au Canada.
- La Chambre de commerce Canada-Suède a contribué elle aussi à établir des liens entre les milieux d'affaires des deux pays. Créée en 1965 afin d'aider les délégués commerciaux de la Suède à élargir leurs contacts avec des entreprises canadiennes, elle compte 200 membres : sociétés, petites entreprises et particuliers.
- Le 1^{er} janvier 2002, les sections canadiennes de l'Association des gens d'affaires Canada-Suède ont fusionné avec la Chambre de commerce Canada-Suède, afin de former une organisation de tout premier plan en matière de commerce, et d'assurer une meilleure coordination entre les organismes intéressés des deux pays. La nouvelle organisation possède actuellement des bureaux à Toronto et à Halifax, et projette d'ouvrir d'autres sections au Canada.

- Le roi de Suède a fait une visite au Canada en septembre 1999, à titre de président d'honneur de l'Académie suédoise des sciences et du génie, dans le but de se familiariser avec les principaux secteurs industriels de pointe, ainsi qu'avec les établissements de recherche et d'enseignement.

Relations culturelles et universitaires

- Chaque année, les visites culturelles entre le Canada et la Suède sont nombreuses et variées. En 2000, le Ballet Cullberg s'est produit à Montréal et à Ottawa, et le Real Group, un ensemble vocal suédois, est allé à St. John's (Terre-Neuve).
- Des universités canadiennes et suédoises collaborent à la réalisation de deux projets qui relèvent du Programme de coopération Canada-Communauté européenne en matière d'éducation supérieure et de formation. Ces projets multinationaux portent sur les politiques gouvernementales et sur la formation des enseignants.
- En 1999, la compositrice suédoise Karin Rehnqvist a pris part à un voyage de recherche Canada-Suède dans l'Arctique canadien, sur le brise-glace *Odin*. Ce voyage lui a inspiré la symphonie *Arktis! Arktis!*, qui a été jouée par l'Orchestre symphonique de Winnipeg à l'occasion de l'atelier sur les sciences arctiques Canada-Suède et Union européenne, tenu à Winnipeg en mai 2001.
- L'ambassade de Suède à Ottawa et l'ambassade du Canada à Stockholm gèrent le Programme d'échange Suède-Canada pour les jeunes, visant les citoyens canadiens de 18 à 30 ans qui souhaitent passer des vacances de travail outre-mer.
- En octobre 2000, le Canada a remporté le prix du Défi Stockholm, dans la catégorie Culture et Divertissement, pour son projet des Collections numérisées. Dans le cadre de ce programme, plus de 2 300 jeunes Canadiens ont créé au-delà de 350 sites Web proposant des ressources canadiennes originales à valeur éducative.

SUÈDE

Capitale : Stockholm

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
450 000 km²

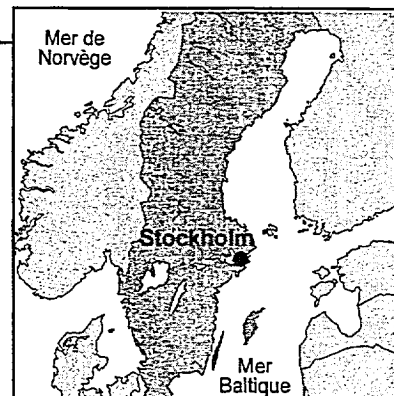
Principale langue
Suédois

Principaux groupes religieux
Luthériens évangéliques (94 %),
catholiques (1,5 %)

Pays environnants
Danemark, Finlande, Norvège

Population
8,89 millions d'habitants
(est. juillet 2001)

Taux de croissance de la population
0,3 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Unicamérale : Chambre des députés; multipartite

Dirigeants
Le roi Carl XVI Gustaf
Le premier ministre Göran Persson

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Anna Lindh

Ministre des Finances
M. Bosse Ringholm

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
La Suède se classe 4^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
340 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
4,0 % (2000)

PIB par habitant
38 293 \$US (2000)

Principales exportations
Machines, véhicules motorisés, produits en papier, pâte et bois, produits en fer et acier, produits chimiques

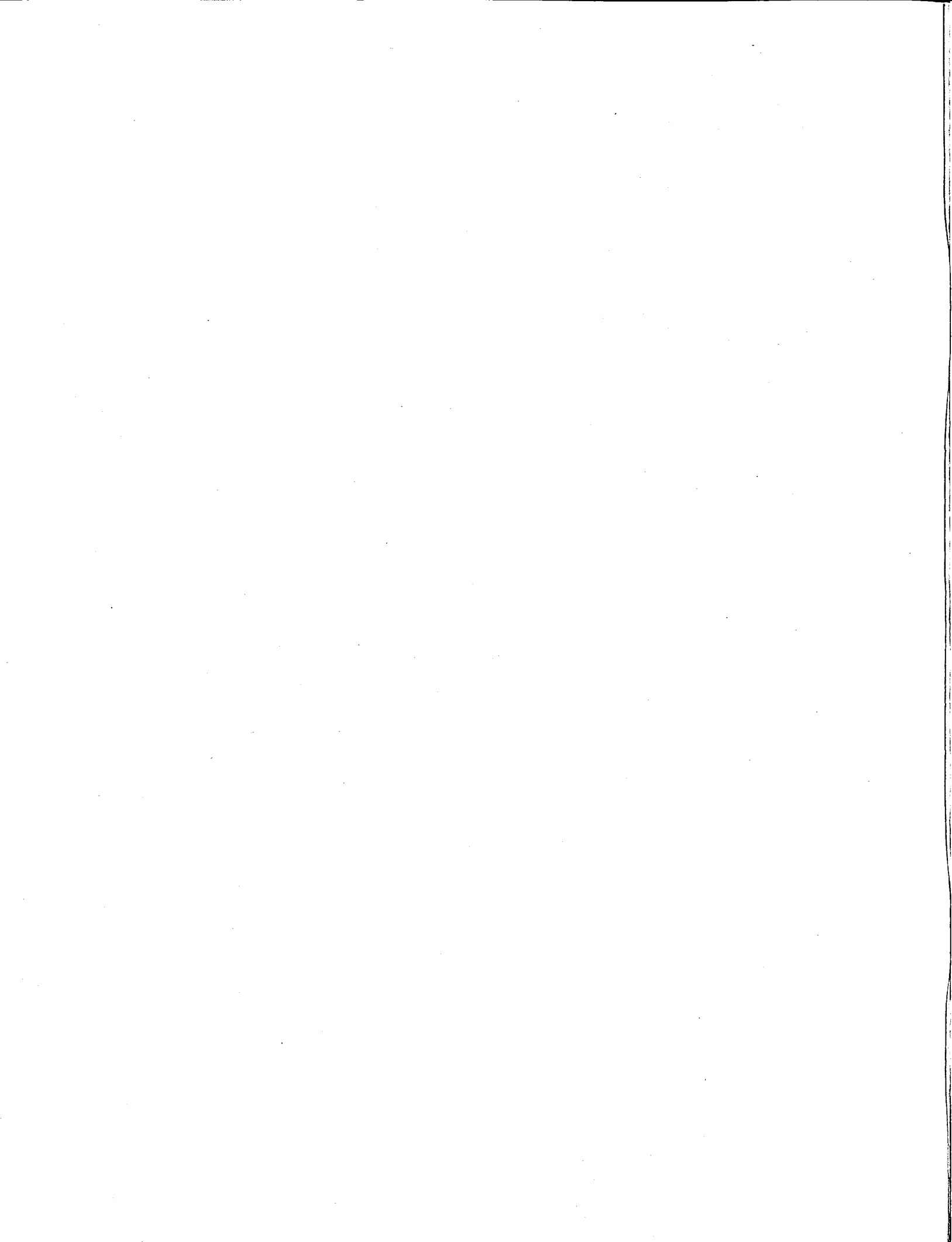
Principales importations
Machines, pétrole et produits pétroliers, produits chimiques, véhicules motorisés, fer et acier, denrées alimentaires, vêtements

Principales exportations vers le Canada
1,4 milliard de dollars (2000), en machines (électriques incluses), produits pharmaceutiques, véhicules, fer et acier, instruments médicaux, outils et coutellerie, meubles et literie, plastique

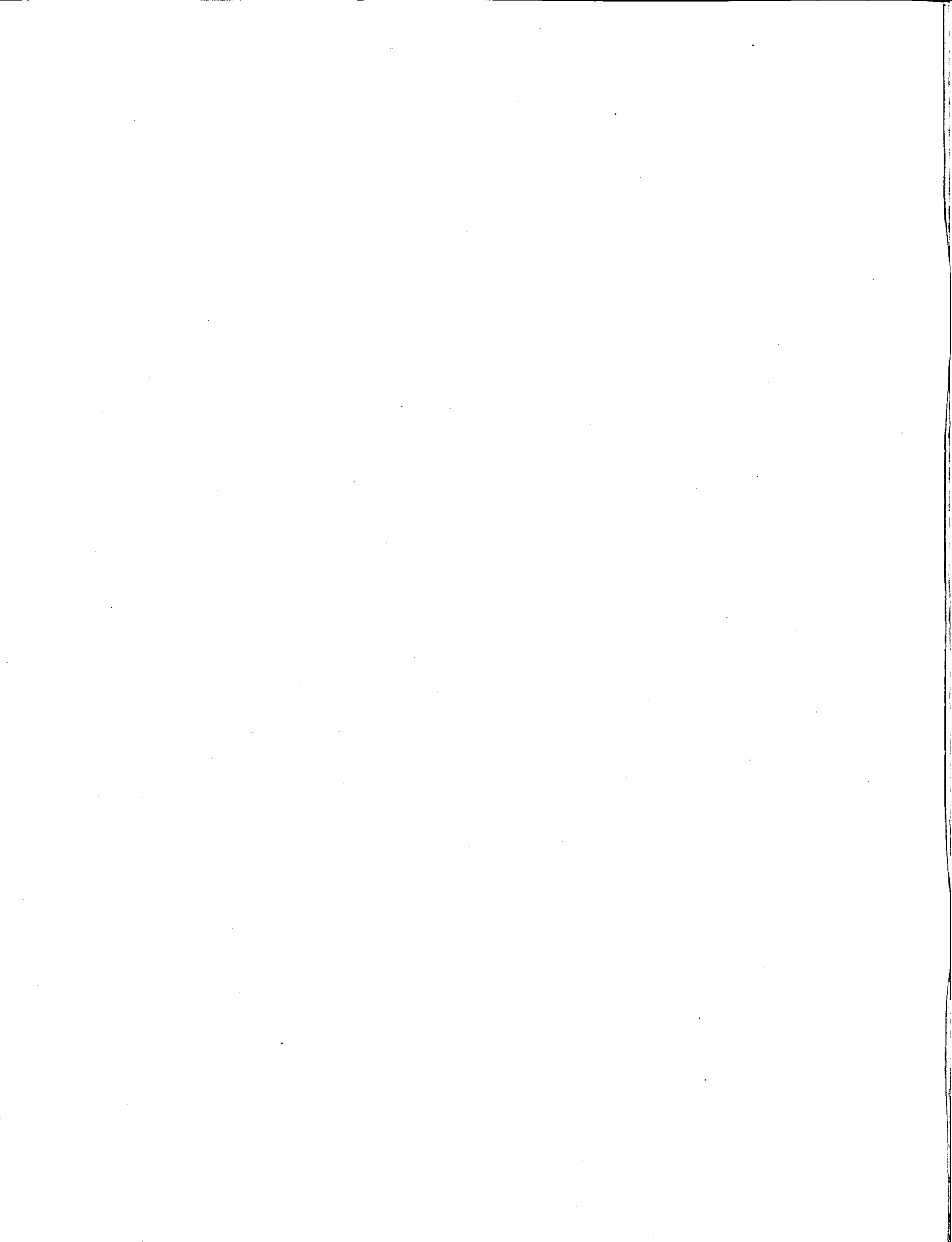
Principales importations en provenance du Canada
372 millions de dollars (2000), en minerai de zinc et de plomb, machines (électriques incluses), bois, pièces d'avion et de vaisseau spatial, poissons et fruits de mer, véhicules, outils et coutellerie, instruments médicaux

Représentant du Canada

M. Philippe Kirsch, Ambassadeur, Ambassade du Canada, Tegelbacken 4, 7^e étage (C.P. 16 129) Stockholm, S-103 23, Suède
Téléphone : (011-46-8) 453-3000; télécopieur : (011-46-8) 24 24 91; site Web : www.canadaemb.se



Notices biographiques



Le premier ministre de la Suède, M. Göran Persson

M. Göran Persson est né le 20 janvier 1949 à Vingåker. Il a fait des études supérieures en ingénierie et suivi des études universitaires pendant plusieurs années.

M. Persson a rempli diverses fonctions au sein de la Ligue des jeunes sociaux-démocrates et de l'Association des travailleurs. Il a aussi œuvré dans l'administration scolaire.

Dans les années 70, M. Persson a effectué son service militaire puis a été secrétaire de l'Association d'éducation des travailleurs du Sörmland, vice-président du conseil d'administration de la Caisse d'épargne d'Oppunda et président du conseil de l'Association coopérative des consommateurs du Sörmland.

M. Persson a été élu député en 1979 et a obtenu son premier poste au Cabinet en 1989. Il a présidé plusieurs comités parlementaires et a siégé à de nombreux conseils d'administration nationaux. Il s'est joint au comité exécutif du Parti social-démocrate en 1993 et en est devenu le président en 1996. Il a été en outre ministre des Finances de 1994 jusqu'à son accession au poste de premier ministre, en 1996.

M. Persson est marié et père de deux enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'Opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'Opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

doc
CA1
EA
2002S76
EXF

.b361959X (E)
.b3619606 (F)



Stockholm Progressive Summit

February 22–23, 2002

Background Information

Canada



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

The Stockholm Progressive Summit 7
Participants at the Stockholm Progressive Summit 9
Canada-Sweden Relations 10
Sweden (fact sheet) 13

Biographies

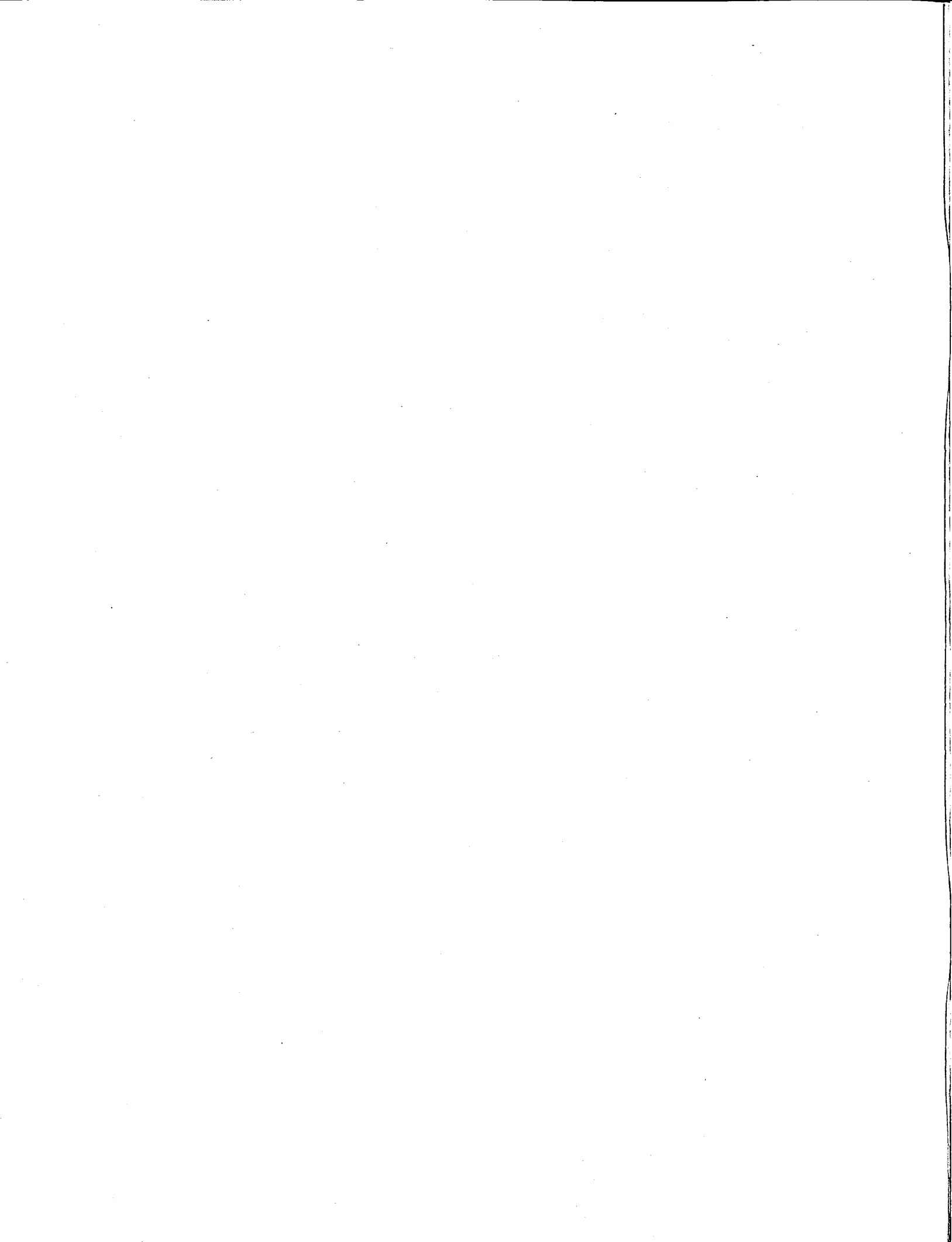
Göran Persson, Prime Minister of Sweden 17
Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 18

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

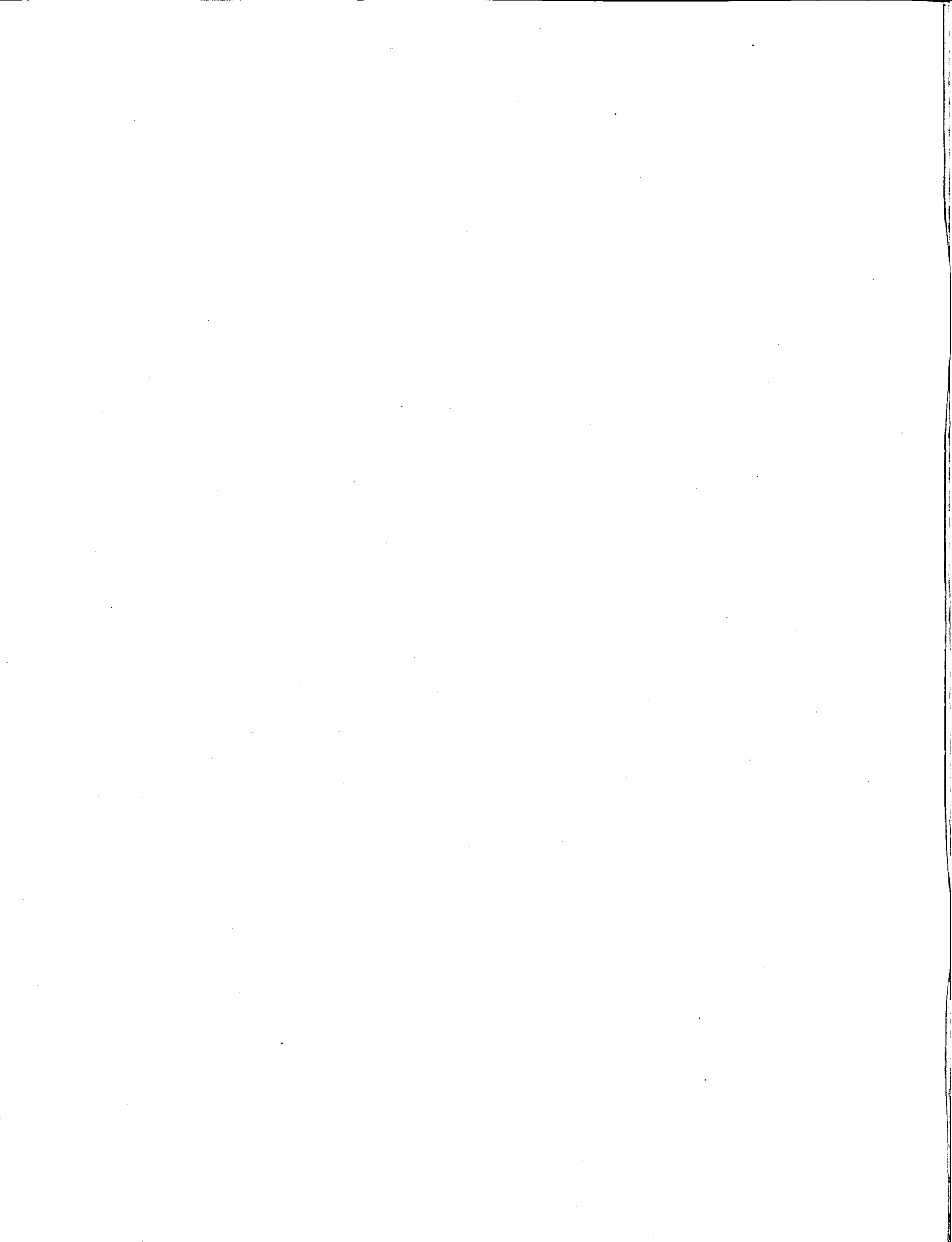
JAN 8 2003

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

67659219161
67659211161



General Information



The Stockholm Progressive Summit

The origins of progressive governance

Progressive governance philosophy, also known as the third way, is often defined by what it is not: traditional socialism or traditional conservatism. Progressive governance attempts to reconcile market-driven economic growth with equal opportunity for all, in other words, a market economy but not a market society.

Early advocates of this philosophy argued that the traditional post-war social and economic policies needed transformation since they would not prepare people for the challenges posed by globalization. The issue was one of making government relevant and compassionate at a time when both global and domestic pressures were restraining social spending and dictating flexible labour markets.

Proponents of progressive governance argued that governments must find mechanisms to encourage individual initiative and responsibility. Public resources would be used to help people meet these challenges through investments in human and social capital while continuing to shield those unable to adapt. Welfare would not be abolished, but would be altered to involve retraining and work experience — with the goal of encouraging initiative, creativity and readiness to take on new challenges. The traditional dilemma between more government services and lower taxes would be overcome through more efficient, targeted use of tax revenues.

The third way philosophy has been described as resting on three cornerstones: the idea that government should promote equal opportunity for all while granting special privilege to none; an ethic of mutual responsibility that rejects equally the politics of entitlement and the politics of social abandonment; and a new approach to governing that empowers citizens to act for themselves.

The third way concept is associated most closely with former U.S. President Bill Clinton, and with U.K. Prime Minister Tony Blair, who first began an informal dialogue on the approaches to modern governance (dubbed the “Third Way”) in 1997. In April 1999, these informal discussions were expanded to include the leaders of Germany, the Netherlands, and Italy at a meeting in Washington. A November 1999 meeting in Florence included France and Brazil as well.

The next meeting of leaders, in Berlin in June 2000, united the leaders of Argentina, Brazil, Canada, Chile, France, Germany, Greece, Italy, the Netherlands, New Zealand, Portugal, South Africa, Sweden, and the United States. The communiqué from that meeting reflected the leaders’ discussions on the new economy, modernizing government, and the role of civil society.

It also indicated the leaders' desire to continue to exchange views on their common values and on best practices in progressive governance.

At the meeting in Berlin, Prime Minister Jean Chrétien tabled a paper entitled "The Canadian Way." It highlighted the way Canada is responding to the challenges of modern governance — a distinctly Canadian model that is a reflection of Canadian values and builds on this country's own particular strengths, history and culture.

Current

Much has changed since the leaders met in Berlin in 2000 and briefly in New York in September 2000. The term third way has been replaced by progressive governance, and the leaders formed the progressive governance network. The composition of the network has changed and now includes Brazil, Canada, Chile, France, Germany, Greece, the Netherlands, New Zealand, Poland, Portugal, South Africa, South Korea, Sweden, and the United Kingdom.

The meeting of leaders in Berlin was immediately preceded by a conference involving experts from each of the participating countries. An experts' meeting was held in Stockholm in June 2001, in advance of the leaders' summit that was scheduled for Sept. 14–15, 2001. The summit was postponed, however, due to the events of September 11. During the experts' meeting, papers outlining best practices in each country in seven areas — active welfare, health care, multiculturalism, sustainable development, prevention of drug-related crime, the digital divide, and building on international social compact — were discussed in workshops.

Participants at the Stockholm Progressive Summit

Canada: Prime Minister Jean Chrétien

Chile: President Ricardo Lagos

France: Prime Minister Lionel Jospin

Germany: Chancellor Gerhard Schröder

Greece: Prime Minister Costas Simitis

Netherlands: Prime Minister Willem (Wim) Kok

New Zealand: Prime Minister Helen Clark

Poland: President Aleksander Kwasniewski

Portugal: Prime Minister António Guterres

South Africa: President Thabo Mbeki

Sweden: Prime Minister Göran Persson

United Kingdom: Prime Minister Tony Blair

Canada–Sweden Relations

- Relations between Canada and Sweden are positive, constructive, and essentially free of irritants. The two nations have similar commitments to UN reform, peacekeeping, development assistance, an improved environment, democratic development, human rights, and the emerging agenda on human security and conflict prevention.
- Following successful collaboration on the anti-personnel landmine ban treaty, Canada and Sweden with a number of other countries are investigating the problem of the manufacture and trade in light weapons and small arms.
- The Swedish Minister for Development Co-operation, Migration and Asylum Policy addressed the Winnipeg Conference on War-Affected Children in September 2000, and the Canadian Minister for International Cooperation spoke in Stockholm in March 2001 at the European Union seminar on children affected by armed conflict and forced displacement.
- Canada and Sweden work closely together on the Arctic Council — a group of countries and organizations working on issues such as sustainable development, environmental monitoring, and conservation in the circumpolar region.
- In the 1996 census, one per cent of Canadians identified themselves as being either fully or partially Swedish by ethnic origin.

Trade and investment

- The volume of trade between Canada and Sweden is growing. Canada's exports to Sweden reached \$372 million in 2000 while Swedish exports to Canada totalled nearly \$1.4 billion. Canada's main exports to Sweden were zinc and lead ores, machinery (including electrical), wood, aircraft and spacecraft parts, fish and seafood, vehicles, tools and cutlery, and medical instruments. Sweden's main exports to Canada were machinery (including electrical), pharmaceutical products, vehicles, iron and steel, medical instruments, tools and cutlery, furniture and bedding, and plastic.
- In 2000, the total of Swedish direct investment in Canada stood at nearly \$2.31 billion, an increase of more than 250 per cent over the past 10 years. This makes Sweden the seventh-largest European investor in Canada and the world's 10th-largest investor in Canada. Swedish investment in Canada is mainly in the pharmaceutical, telecommunications, machinery, and transportation sectors.

- In 2000, Canadian foreign direct investment in Sweden surpassed \$1 billion for the first time, up from \$27 million in 1990. This is the fastest growth rate for Canadian investment in Europe.
- Visiting Stockholm in June 2001 on the occasion of the Canada-European Union Summit, the Prime Minister, the Minister for International Trade and the Minister of Foreign Affairs were able to engage key business contacts and to promote Canadian commercial interests in Sweden.
- In recent years, Canada's trade and investment relationship with Sweden has been strengthened by contacts between ministers and senior government officials through the Canadian Swedish Business Association.
- The CSBA was established in October 1994 to promote trade and investment relations between Canada and Sweden. Since then, the CSBA has grown from its initial three members to its current membership of more than 200, including 125 in Sweden and almost 80 in Canada.
- The Swedish-Canadian Chamber of Commerce has also helped to establish links between the business communities in the two countries. The SCCC was created in 1965 to help Swedish trade commissioners expand contacts with Canadian companies and has 200 corporate, small business, and individual members.
- On January 1, 2002, CSBA chapters in Canada merged with the SCCC to form a strong Swedish-Canadian trade and investment organization and improve co-ordination between the organizations in both countries. The SCCC-CSBA currently has offices in Toronto and Halifax, and plans to open other chapters across Canada.
- As patron of the Swedish Academy of Science and Engineering, the King of Sweden visited Canada in September 1999 to study key Canadian technology industries as well as research and educational institutions.

Cultural and academic relations

- Canada and Sweden have extensive cultural visits each year. In 2000, these included performances by The Cullberg Ballet in Montreal and Ottawa and by the Real Group, a Swedish vocal ensemble, in St. John's, Newfoundland.
- Within the Canada-European Community Program for Co-operation in Education and Training, Canadian and Swedish universities are co-operating on two multinational projects dealing with public policy and teacher education.

- In 1999, Swedish composer Karin Rehnqvist accompanied a Canada–Sweden research voyage into the Canadian Arctic on the icebreaker Odin. The voyage provided inspiration for her symphony, *Arktis! Arktis!*. The Winnipeg Symphony Orchestra performed this symphony in Winnipeg in May 2001 in honour of the Canada–Sweden and the European Union Arctic Science Workshop.
- The Canadian and Swedish embassies operate a Sweden–Canada Youth Exchange Program aimed at Canadian citizens between 18 and 30 years who are interested in a working vacation overseas.
- In October 2000, Canada won the Stockholm Challenge Award in the culture and entertainment category for its Digital Collections Project — more than 2,300 young Canadians created over 350 Web sites featuring original Canadian curriculum and learning resources.

SWEDEN

Capital: Stockholm

GEODATA

Area

450,000 km²

Major language

Swedish

Major religious groups

Evangelical Lutheran (94%), Roman Catholic (1.5%)

Surrounding countries

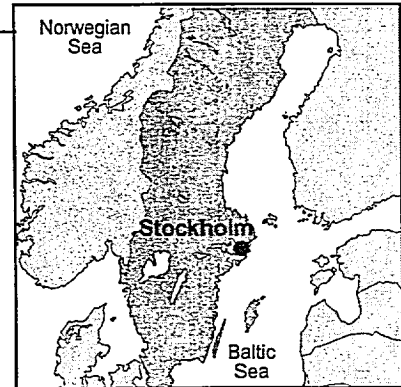
Denmark, Finland, Norway

Population

8.89 million (July 2001 est.)

Population growth rate

0.3% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Unicameral: Chamber of Deputies; multiparty

Leaders

King Carl XVI Gustaf

Prime Minister Göran Persson

Minister of Foreign Affairs

Anna Lindh

Minister of Finance

Bosse Ringholm

UN Human Development Index (2001)

Sweden ranks 4th among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$340 billion US (2000)

GDP growth rate

4% (2000)

GDP per capita

\$38,293 US (2000)

Main exports

Machinery, motor vehicles, paper products, pulp and wood, iron and steel products, chemicals

Main imports

Machinery, petroleum and petroleum products, chemicals, motor vehicles, iron and steel, foodstuffs, clothing

Main exports to Canada

\$1.4 billion (2000), including machinery (including electrical), pharmaceutical products, vehicles, iron and steel, medical instruments, tools and cutlery, furniture and bedding, plastic

Main imports from Canada

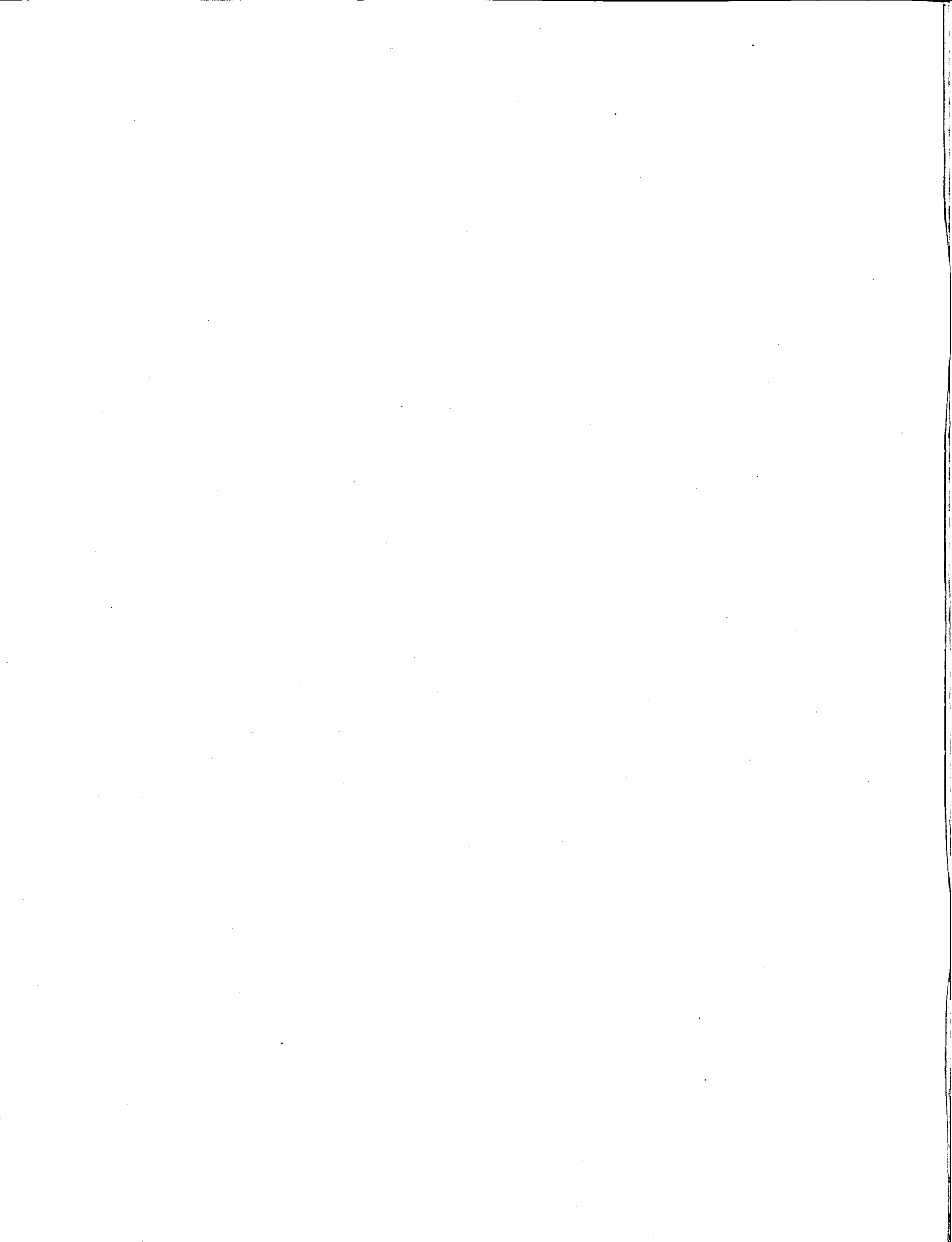
\$372 million (2000), including zinc and lead ores, machinery (including electrical), wood, aircraft and spacecraft parts, fish and seafood, vehicles, tools and cutlery, medical instruments

Canadian Representative

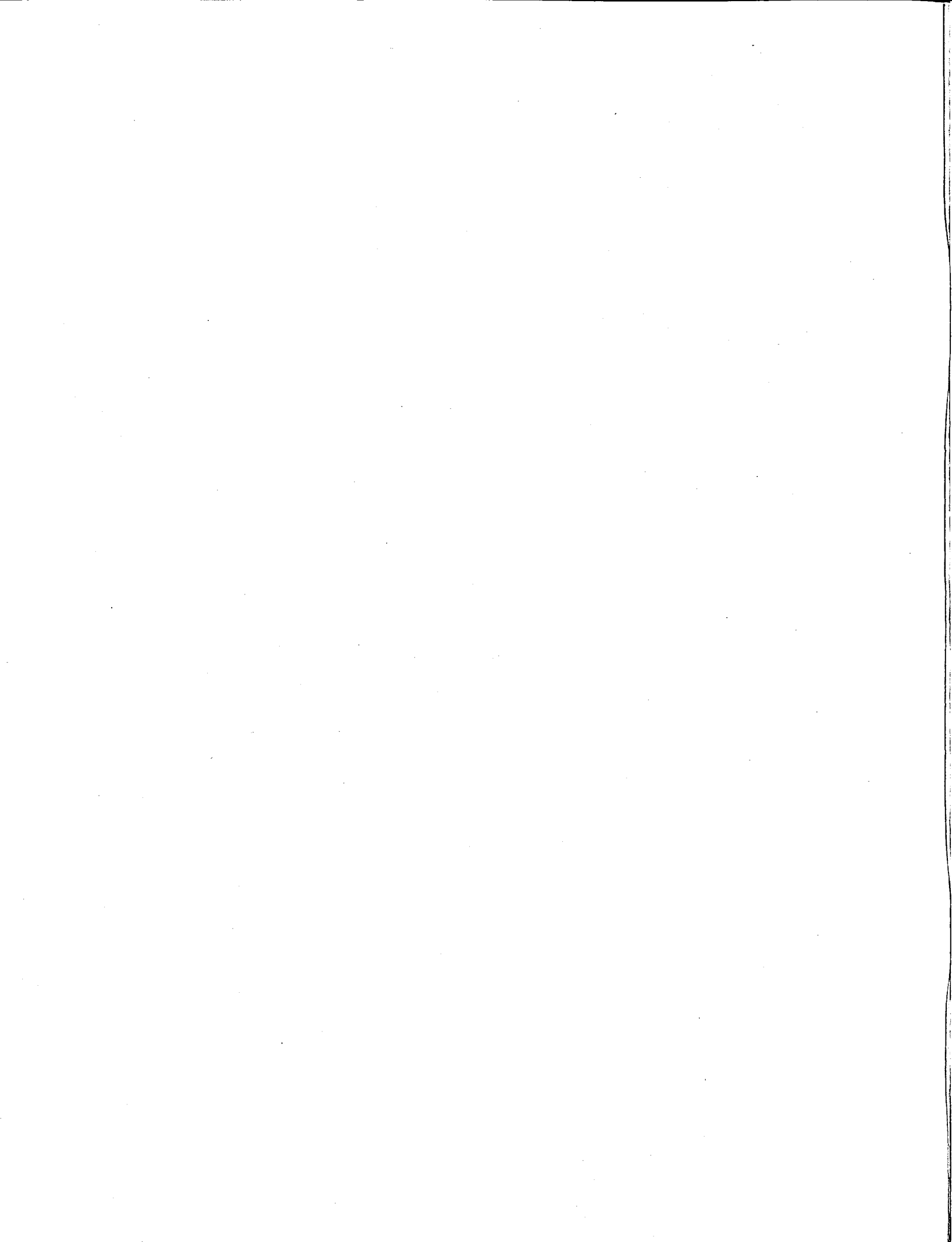
Philippe Kirsch, Ambassador, The Canadian Embassy, Tegelbacken 4, 7th Floor (P.O. Box 16 129) Stockholm, S-103 23, Sweden

Phone: (011-46-8) 453-3000, Fax: (011-46-8) 24 24 91, Web site: www.canadaemb.se

January 2002



Biographies



Göran Persson

Prime Minister of Sweden

Göran Persson was born on January 20, 1949, in Vingåker. He completed a senior secondary school engineering course and carried out several years of university study.

Mr. Persson has held various roles with the Social Democratic Youth League and the Workers' Association and has worked in education administration.

During the 1970s, Mr. Persson completed military service, was the secretary of the Workers' Education Association in Sörmland, was vice-chairman of the Board at the Oppunda Savings Bank, and chaired the Co-operative Consumers' Association in Sörmland.

Mr. Persson was elected as a member of parliament in 1979 and was first named to the cabinet in 1989. He has chaired several parliamentary committees and sat on a number of national boards. Mr. Persson joined the Executive Committee of the Social Democratic Party in 1993 and became its chairman in 1996. He was Finance Minister from 1994 until becoming Prime Minister in 1996.

Mr. Persson is married and has two children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.